

Communiqué de Presse
Le 5 novembre 2024

Rassemblement pour défendre le budget du Département de Seine-et-Marne : un signal fort pour l'avenir des politiques publiques locales



©Département77

Ce matin, à l'appel du Président du Conseil Départemental de Seine-et-Marne, Jean-François Parigi, une mobilisation d'envergure a eu lieu devant la Préfecture de Melun. Près de 500 personnes, parmi lesquelles plus de 200 maires, des conseillers départementaux et des représentants d'organisations territoriales, se sont rassemblées pour exprimer une indignation claire et ferme : le refus de sacrifier l'avenir du Département sur l'autel des coupes budgétaires imposées par le Projet de Loi de Finances (PLF) 2025.

Le PLF 2025 prévoit une baisse généralisée de 60 milliards d'euros des dépenses publiques, dont 5 milliards affecteront directement les collectivités territoriales. Pour la Seine-et-Marne, cela représente une amputation de 70 millions d'euros qui frappera de plein fouet les ressources, limitant la capacité à maintenir, et encore moins à développer, les services essentiels au quotidien des Seine-et-Marnais.

Chaque année, le Département consacre 98,6 millions d'euros à la sécurité et à l'entretien des routes, des investissements vitaux pour la mobilité et des projets structurants comme la liaison de l'Est francilien. Cette sécurité, pour laquelle le Département refuse de transiger, est aujourd'hui en danger.

Ces coupes affaibliraient la capacité à agir en urgence pour assurer une réponse rapide et efficace aux catastrophes, comme les 2 millions d'euros débloqués en 2024 après les violentes inondations, ainsi que les aides aux communes pour soutenir le développement local qui sont élevées à 91 millions d'euros depuis 2021. Les politiques en faveur d'une agriculture durable,

pourraient être démantelées, fragilisant un secteur essentiel pour l'équilibre économique et écologique du territoire.

Les plus vulnérables sont également en première ligne. Les politiques d'autonomie, avec plus de 307,2 millions d'euros annuels risquent de subir des coupes, menaçant les personnes âgées et celles en situation de handicap. La protection de l'enfance, dont la prise en charge repose sur des investissements de 19,2 millions d'euros pour le SDAU, ne peut et ne doit pas être affaiblie.

Le Département se battra pour l'avenir des jeunes : depuis le début du mandat, 572 millions d'euros ont été consacrés aux infrastructures scolaires et 9 millions dédiés aux cantines. Ce ne sont pas des dépenses superflues, mais un investissement pour leur épanouissement. Le transport scolaire, indispensable pour garantir l'égalité d'accès à l'éducation avec un investissement de 21 millions d'euros par an, est également menacé, risquant de priver des élèves de leur droit fondamental à l'instruction. De même, la vitalité du territoire passe par le sport, la culture et la sécurité. La réduction de ces budgets priverait les Seine-et-Marnais de services qui façonnent la qualité de vie.

Le Président du Département, Jean-François Parigi, au nom des élus et de tous les citoyens, a dénoncé avec force ces mesures : « *Nous n'acceptons pas de voir notre département sacrifié. Ces coupes budgétaires compromettent des projets sociaux, économiques, et éducatifs cruciaux. Nous appelons l'État à faire preuve de responsabilité en préservant l'autonomie des collectivités locales. Oui, nous comprenons la nécessité de réduire le déficit, mais pas au prix de l'abandon de nos territoires. L'avenir de la Seine-et-Marne est en jeu, et nous ne reculerons pas. Nous refusons de renoncer à ce qui fait la force de notre département. Notre détermination est totale. L'avenir de la Seine-et-Marne n'est pas négociable* ».

Contacts presse :

Pauline Maingre – 06.72.84.70.49 – pauline.maingre@departement77.fr

Anne-Laure Boinnard – 06.79.38.52.96 – anne-laure.boinnard@departement77.fr